



# Marchés Publics - Journée d'actualité réglementaire Marchés Publics

Pas de planification au cours du premier semestre - Déploiement au cours du 2nd semestre 2019

## Objectifs

- Identifier et assimiler les dernières modifications de la réglementation des marchés publics
- Maîtriser l'actualité jurisprudentielle nationale et européenne

## Prérequis

Une bonne connaissance de la réglementation des marchés publics.

## Pédagogie

- Pédagogie active
- Questions / réponses

## Programme

### 1. Les évolutions législatives et réglementaires.

- Point sur la dématérialisation de la procédure de passation des marchés et la publication des données essentielles sur les profils d'acheteurs
- Point sur l'obligation de continuer à recenser les marchés auprès de l'Observatoire de l'achat des organismes de Sécurité sociale
- Obligation de recevoir le DUME
- Point sur le code de la commande publique
- Arrêté du 29 mars 2017 modifiant l'arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession
- Travailleurs détachés - Décret n° 2017-825 du 5 mai 2017 relatif au renforcement des règles visant à lutter contre les prestations de services internationales illégales
- Ordonnance n° 2017-1386 du 22 septembre 2017 relative à la nouvelle gouvernance du dialogue social et économique dans l'entreprise et favorisant l'exercice et la valorisation des responsabilités syndicales

## 2. Champ d'application et mise en œuvre du droit des marchés publics

- Marché public et subvention – Cour administrative d'appel de Nantes, 12 avril 2017, Association Design Solidaire, n° 15NT02096
- Soumission volontaire aux règles de la commande publique – Conseil d'Etat, 27 mars 2017, Société Procedim et Sinfimmo, n° 390347
- Notion de marché public et recours à la notion d'urgence pour justifier la procédure de passation du contrat (Conseil d'État, 24 mai 2017, Société Régal des Iles, n° 407213
- Le respect des règles du règlement de la consultation – Tribunal de l'Union européenne, 3 mai 2017, Gfi PSF Sarl c/ Commission européenne, T-200/16
- Définition précise des besoins – Cour administrative d'appel de Nancy, 21 novembre 2017, Société Axal, n° 15NC00636 et Conseil d'Etat, 15 novembre 2017, Société Idex Territoires, n° 412644
- Marché provisoire conclu sans mise en concurrence – Conditions de régularité – Conseil d'État, 5 février 2018, Ville de Paris et SOMUPI, n° 416579
- Publicité des marchés dont el montant n'atteint pas 90 000 euros – Cour administrative d'appel de Nancy, 28 décembre 2017, Conseil regional de l'ordre des architectes de Lorraine, n°16NC01209

## 3. Candidatures

- Capacité des candidats – Cour de justice de l'Union européenne, 4 mai 2017, Esaprojekt sp. z o.o. c/ Województwo Łódzkie, aff. C-387/14
- L'appréciation des motifs d'éviction d'une candidature pour insuffisances professionnelles et financières – Cour administrative d'appel de Marseille, 9 octobre 2017, SARL Raffalli Paul Mathieu, n° 16MA04393
- Attestation d'emploi de travailleurs handicapés – Conseil d'État, 22 janvier 2018, la commune de Vitry-le-Francois, n° 414860
- Attestation d'assurance décennale – Conseil d'État, 26 janvier 2018, Communauté de communes Caux Estuaire et Société Variopool BV, n° 414337

## 4. Offres

- Travailleurs détachés – Clauses Molière – Instruction interministérielle du 27 avril 2017 relative aux délibérations et actes des collectivités territoriales imposant l'usage du français dans les conditions d'exécution des marchés – Clause Molière – Conseil d'Etat, 4 décembre 2017, Région Pays de la Loire, n° 413366 – Tribunal administratif de Lyon, 13 décembre 2017, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, n° 1704687 – Cour administrative d'appel de Paris 13 mars 2018, Préfet de la Région Ile-de-France, Préfet de Paris, n° 17PA03641
- Interdiction de modifier les critères de sélection – Cour administrative d'appel de Marseille, 27 mars 2017, n° 16MA00398
- Le contrôle opéré par le juge administratif sur la méthode de notation mise en place par les acheteurs – Conseil d'État, 24 mai 2017, Société Techno Logistique, n° 405787
- Moyens dont doivent disposer les candidats lors de la remise de leur offre et mise au point du marché – Cour administrative d'appel de Bordeaux, 14 novembre 2017, Société Heliportugal, n° 15BX03734 – Tribunal administratif de Pau, 26 avril 2018, Société CGTR, n° 1600390
- Justificatifs des éléments ne relevant pas des critères d'attribution des offres – Conseil d'État, 5 février 2018, Société Compagnie d'autocars des Alpes-Maritimes, n°414508

## 5. Exécution

- Modulations des pénalités de retard – Conseil d'État, 19 juillet 2017, Centre hospitalier interdépartemental de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, n° 392707
- Opération préalable de réception et réserves. Forme du procès-verbal de réception – Cour administrative d'appel de Nancy, 17 octobre 2017, Communauté de communes du pays des Abbayes, n° 16NC01040
- Doctrine administrative – Réponse ministérielle n° 3543 du 20 février 2018 – Principe d'exclusivité au bénéfice des titulaires des accords-cadres

## 6. Paiements

- Établissement de la preuve des contrats oraux – Cour administrative d'appel de Nancy, 30 mars 2017, Commune de Montmirail c/ Bureau d'étude paysagiste Coaching jardins, n° 16NC00903
- Paiement du sous-traitant et prescription quadriennale – Conseil d'État, 10 mars 2017, Société Solotrat, n° 404841
- Paiement d'un sous-traitant et exécution des prestations antérieures à son acceptation et à l'agrément des conditions de paiement – Cour administrative d'appel de Nancy, 20 février 2018, n° 16NC01473
- Paiement direct des sous-traitants et référé provision – Conseil d'État, 23 octobre 2017, Société Colas Ile-de-France Normandie, n° 410235
- Réfaction des sommes dues au sous-traitant – Conseil d'État, 27 mars 2017, n° 394664, Société Daufin, Construction métallique
- Sous-traitant et procédure ouvrant droit au paiement direct – Conseil d'État, 19 avril 2017, Société Angles et Fils, n° 366174
- Responsabilité du comptable public et paiement d'un marché caduc – Conseil d'État, 22 février 2017, Ministre de l'économie et des finances, n° 397924
- Paiement des factures – Cour administrative d'appel de Paris, 25 avril 2017, société Thyssenkrupp Ascenseurs, n° 16PA00257

## 7. Décompte général et règlement des comptes

- La recevabilité du mémoire en réclamation – Cour administrative d'appel de Versailles, 23 février 2017, SARL d'Architecture Uruk, n° 15VE00710
- Formalisme du mémoire en réclamation – Cour administrative d'appel de Versailles, 20 juillet 2017, Société TEB, n° 15VE00958
- Validation implicite du projet de décompte – Conseil d'État, 17 mai 2017, Commune de Reilhac et OPH du Cantal, n° 396241
- Paiement des prestations dans les marchés publics de travaux – Conseil d'État, 9 juin 2017, Département de Mayotte, n° 396851
- Établissement du décompte définitif et réserves – Cour administrative d'appel de Paris, 6 juin 2017, société Ineo Tertiaire Ile-de-France, n° 16PA00433

## 8. Marchés de maîtrise d'œuvre

- Versement d'une prime – Conseil d'État, 17 mai 2017, Conseil régional de l'ordre des architectes du Languedoc-Roussillon, n° 396034

- Manquement du maître d'œuvre à son devoir de conseil - Portée - Cour administrative d'appel de Nancy, 28 décembre 2017, Communauté de communes des Hauts du Doubs, n° 16NC02822 et Cour administrative d'appel de Nancy, 30 janvier 2018, Commune de Saint-Dié-des-Vosges, n° 16NC02728

## **9. Contentieux des marchés publics**

- Obligations d'information des candidats évincés en procédure adaptée - Conseil d'État, 31 octobre 2017, Société MB Terrassements Bâtiments, n° 410772

## **10. Contentieux de la résiliation**

- Proportionnalité de l'indemnité de la résiliation au préjudice - Conseil d'État, 3 mars 2017, Société Leasecom, n° 392446
- Conditions d'indemnisation du titulaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général - Cour administrative d'appel de Paris, 24 octobre 2017, Société Wagram Voyages, n°16PA03429
- Droit de suivi des marchés de substitution par le titulaire initial - Conseil d'État, 9 juin 2017, Société Entreprise Corvol Courbot, n° 399382
- Reprise des relations contractuelles - Conseil d'État, 18 décembre 2017, société Conseils Études et Traitements, n° 412066

## **11. Responsabilité**

- Délai de recours de la garantie contre les vices cachés - Conseil d'État, 27 mars 2017, Commune de Pointe-à-Pitre, n° 395442
- Mise en œuvre de la garantie des vices cachés - Conseil d'État, 19 avril 2017, Communauté d'agglomération de Montpellier, n° 397126
- Exécution - Devoir de contrôle - Contrôle des prestations sous-traitées par le maître d'ouvrage - Conseil d'État, 9 juin 2017, Société Keller Fondations Spéciales c/ Commune de Montereau-Fault-Yonne, n° 396358
- Responsabilité - Engagement de la responsabilité de l'ensemble des intervenants à une même opération - Conseil d'État, 5 juillet 2017, Société Eurovia Champagne-Ardenne, n° 396430
- Indemnisation des prestations et contrat passé en dehors de toute procédure, - Conseil d'État, 9 juin 2017, Société Pointe-à-Pitre Distribution, n° 399581
- Indemnisation du titulaire d'un contrat illégal - Conseil d'État, 6 octobre 2017, Société Cégelec, n° 395268 - Conseil d'État, 9 juin 2017, Société Pointe-à-Pitre Distribution, n° 399581
- Indemnisation du minimum de commandes non atteint - Cour administrative d'appel de Paris, 29 septembre 2017, Société SMAC, n° 16PA01150
- Opération préalable à la réception et réserves - Cour administrative d'appel de Nancy, 17 octobre 2017, Communauté de communes du pays de Abbayes, n° 16NC01040
- Responsabilité de la personne publique pour la lenteur dans les circuits de validation - Conseil d'État, 9 novembre 2017, Sodem, n° 396891
- Responsabilité décennale et assistant à maître d'ouvrage - Qualité de constructeur - Conseil d'État, 9 mars 2018, Commune de Rennes-les-Bains, n° 406205

## Informations pédagogiques

### PUBLIC

- Responsables et agents des services marchés publics.
- Juristes.

### DURÉE

1 jour (7 heures)

### MODALITÉ

- Présentiel

### INTERVENANTS

- Consultants experts en matière de marchés publics et des spécificités de l'institution dans le domaine (qualifiés dans le cadre des formations nationales Marchés publics).

## Modalités pratiques

### EFFECTIF

- Inter organisme: jusqu'à 40 personnes

### INSCRIPTION

Via le portail client Institut 4.10

### VALIDATION

Une attestation de présence sera délivrée.

Ref. CN53P018